



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2024002-0001

de mise en demeure de la société FRANCE TEINTURE à TROYES de respecter les dispositions des articles 1.2.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-1678 du 11 juin 2010

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L. 516-1 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° 9.03.87 du 27 février 1987 relatif à l'autorisation d'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1678 du 11 juin 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-2332 du 4 août 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 3 octobre 2023 ;

VU les courriers du 15 novembre et du 8 décembre 2023 avec accusés de réception du 20 novembre 2023 et du 13 décembre 2023 transmettant le rapport susvisé ainsi qu'un projet d'arrêté de mise en demeure, à la société FRANCE TEINTURE ;

VU les remarques de la société FRANCE TEINTURE du 30 novembre 2023 ;

VU les mesures de rejets atmosphériques les 24, 25 et 26 octobre 2023 dont le rapport a été transmis par FRANCE TEINTURE le 22 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 10-1678 du 11 juin 2010 prescrit que « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation » ;

CONSIDÉRANT que la connaissance des installations est nécessaire pour le suivi de l'installation ;

CONSIDÉRANT que par conséquent, il n'est pas possible de connaître l'impact des modifications apportées sur les rejets aqueux et atmosphériques (odeurs) de l'installation ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 10-1678 du 11 juin 2010 prescrit que tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention ;

CONSIDÉRANT que la mise en rétention d'une partie des liquides n'est pas assurée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que par conséquent, la situation présente des risques de pollution des eaux et des sols en cas de sinistre ;

CONSIDÉRANT que face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FRANCE TEINTURE de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenues afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure de respect de prescriptions

La société FRANCE TEINTURE est mise en demeure pour le site qu'elle exploite, 15 rue des Hauts Trévois à TROYES, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1678 du 11 juin 2010 :

dans un délai de 6 mois :

- les dispositions de l'article 7.5.3 en mettant sur rétention les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Article 2 : Mise en demeure de dépôt d'un porter à connaissance

La société FRANCE TEINTURE est mise en demeure pour le site qu'elle exploite, 15 rue des Hauts Trévois à TROYES, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1678 du 11 juin 2010 :

dans un délai de 3 mois :

- les dispositions de l'article 1.2.1 en déposant un porter à connaissance portant sur les ouvrages de traitement des eaux résiduaires.

Article 3 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171- 7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société FRANCE TEINTURE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le 02 JAN. 2024

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.